

## **Contribution A.N.O.D.E.**

### **Consultation publique n° 2017-010 de la CRE relative aux projets de déploiement des compteurs évolués de gaz naturel des GRD Regaz-Bordeaux et GEG**

**et**

### **Consultation publique n° 2017-011 de la CRE relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel des ELD**

L'ANODE remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à ces deux consultations publiques.

L'Anode est très satisfaite des annonces de la CRE relatives à l'harmonisation des pratiques des ELD avec celles de GRDF en matière de qualité de service, de structure tarifaire, flux de données, etc.

Toutefois, l'Anode considère que la CRE doit aller beaucoup plus loin pour s'assurer que les échéances importantes à venir, qui impacteront de manière significative les ELD (suppression des TRV gaz, déploiement des compteurs communicants, etc.), bénéficieront pleinement aux consommateurs finals raccordés aux réseaux des ELD.

En effet comme la CRE a eu l'occasion de le rappeler à plusieurs reprises, si l'ouverture du marché du gaz est une réalité sur le segment professionnel et prend de l'ampleur sur celui des particuliers pour les clients raccordés au réseau de GRDF malgré les pratiques anticoncurrentielles de l'opérateur historique, la situation est beaucoup plus compliquée sur les territoires des ELD.

Les résultats du 1<sup>er</sup> appel d'offres post offre transitoire lancé par la CRE dans le cadre de la suppression des TRV pour les entreprises illustrent parfaitement cette situation. Par ailleurs de plus en plus de clients s'interrogent et se plaignent de cette situation discriminatoire qu'ils subissent et qui freine également dans certains cas les appels d'offres groupés.

Cette situation ne peut plus continuer. La CRE doit définir un plan d'actions beaucoup plus volontaire pour y remédier rapidement. La réglementation en vigueur lui donne les compétences pour le faire :

- La CRE concourt au bon fonctionnement des marchés au bénéfice des consommateurs finals et veille en particulier à ce que les conditions d'accès aux réseaux de distribution n'entravent pas le développement de la concurrence (article L.131-1 code de l'énergie) ;
- pour l'ATRD, elle doit couvrir les coûts d'un opérateur efficace (article L.452-1-1 code de l'énergie). Or l'efficacité doit être analysée de manière beaucoup plus large (efficacité des processus, du service rendu aux consommateurs finals, optimisation des coûts à travers leur mutualisation...).
- Elle peut également préciser les conditions d'utilisation des réseaux de distribution (article L.134-2 code de l'énergie).

L'Anode demande à la CRE d'utiliser pleinement l'ensemble de ses compétences pour permettre aux consommateurs finals raccordés aux réseaux des ELD de bénéficier des mêmes opportunités que les autres. Les actions de la CRE devront notamment se focaliser sur les deux points suivants :

- la mise en place rapide par toutes les ELD d'un portail SI commun, idéalement avec des interfaces d'échange avec les fournisseurs identiques à celles de GRDF. Ce projet, qui devra être mené rapidement permettra d'harmoniser les pratiques de tous les GRD en termes d'échanges avec les fournisseurs, d'automatiser ces échanges notamment pour les petites ELD pour lesquels les traitements sont encore manuels, de réduire les coûts des ELD à travers la mutualisation des moyens ;
- la définition d'un projet de compteurs communicants commun pour toutes les ELD, harmonisé en termes de fonctionnalités avec celui de GRDF ou celui d'Enedis et permettant de mutualiser les moyens et les coûts entre tous les GRD. Concernant ces projets de déploiement de compteurs communicants, l'ANODE considère que la CRE doit impérativement saisir cette opportunité pour imposer aux ELD la mutualisation et l'harmonisation de leurs pratiques et de leurs SI. Si la CRE ne saisit pas cette opportunité maintenant, il sera très difficile de faire marche arrière dans le futur compte tenu des coûts supplémentaires que cela induirait pour les ELD.

Un tel plan d'actions permettrait à la CRE de réduire fortement les déserts que représentent les territoires des ELD en termes de concurrence.